

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 18 DÉCEMBRE 1918.

Projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Les Universités de Belgique qui, pendant la guerre, ont cessé de fonctionner, ne voulant pas, notamment, favoriser au détriment de leurs élèves partis pour le front, les jeunes gens restés dans le pays, se sont préoccupées des dispositions spéciales et transitoires qu'il conviendrait de prendre en faveur des uns et des autres, lorsque la paix serait conclue.

Les premiers sont surtout intéressants, et si la guerre n'avait duré qu'un an ou deux, il n'aurait fallu légiférer que pour eux. Mais la fermeture prolongée des établissements d'enseignement supérieur rend indispensables certaines mesures dont seraient appelés à bénéficier la généralité des étudiants. On ne saurait, en effet, faire un grief à la plupart d'entre eux qui n'avaient que 13 à 15 ans en 1914, de ne pas être sous les drapeaux. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que de nombreux vides se sont produits dans certaines carrières et que le pays aura intérêt à les voir combler le plus rapidement possible.

Les dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, proposées dans le projet ci-joint, s'inspirent de cette manière de voir. Les quatre Universités belges les ont approuvées à la suite de concessions réciproques. Sans doute, tous les membres du Corps académique de l'Université de Gand n'ont-ils pu être consultés, l'étape étant fermée. Mais ceux qui résident à

Bruxelles, et ils sont nombreux, ont émis, au sujet des dispositions projetées, un avis favorable.

Il a paru qu'il était inopportun de modifier, dans une loi d'exception, les programmes des études qui sont, depuis 1890, à la base de notre haut enseignement. Mais on a pensé qu'il était possible de mettre les jeunes gens à même de s'assimiler cet enseignement dans un laps de temps moins long que ne l'exige la législation actuelle.

L'article 1^{er}, tout en respectant complètement le système scientifique de la loi de 1890-1891, permet à la généralité des étudiants de hâter l'obtention de leur diplôme final; pendant trois ans, toute durée légale des études est supprimée et une troisième session *ordinaire* d'examens et d'épreuves est instituée par année. Une disposition spéciale est prise en faveur des femmes auxquelles l'application rigoureuse de l'article 3 de la loi ne permettrait pas de regagner le temps perdu, même à la faveur de la suspension des dispositions qui font l'objet des articles 13 à 28.

L'article 2 réunit toutes les dispositions dont seront appelés à bénéficier les jeunes gens qui ont rempli leur devoir envers la Patrie. Indépendamment de la dispense de la durée des études, par application de l'article 1^{er} : dispense des certificats d'études moyennes et d'épreuves préparatoires; libre accès à des sessions *supplémentaires* d'examens et d'épreuves instituées par les facultés suivant les besoins, et répartition des matières du programme au gré de ces facultés. Le système est en réalité celui-ci : les professeurs voulant témoigner une sollicitude spéciale aux jeunes gens qui ont souffert pour la Patrie, ne feront pas pour eux un second enseignement *ex cathedra*, mais les réuniront dans autant de séminaires où, à côté et à la suite des cours magistraux, ils les initieront aux méthodes de travail et aux recherches personnelles, où ils leur donneront certaines répétitions, où ils les soumettront à des interrogatoires fréquents. Ainsi dirigés et réhabités au travail scientifique, ces jeunes gens pourront, dans un temps relativement court, acquérir les connaissances nécessaires pour se présenter avec succès à telle ou telle session *spéciale* supplémentaire d'examens dont les matières auront été déterminées selon le régime des séminaires où les récipiendaires auront étudié.

Le droit d'instituer des sessions supplémentaires n'est pas étendu aux établissements à jurys spéciaux parce que le principe que les jurys constitués par le Gouvernement doivent être composés pour moitié de professeurs de l'enseignement dirigé par l'État *ne peut subir aucune dérogation*.

Or il serait pratiquement impossible de faire participer les professeurs de l'État à plus de trois sessions annuelles dans les établissements en question, pendant les trois années du régime provisoire. Aussi bien, les élèves de ces établissements, qui appartiennent exclusivement aux candidatures en philosophie et lettres ou en sciences naturelles, et qui n'ont donc que deux années d'études à faire sous le régime de la loi de 1890-1891, trouveront-ils dans la création de la troisième session ordinaire d'examens, le moyen de gagner une année.

L'article 3 a pour objet d'éviter l'encombrement du jury central en en réservant l'accès aux étudiants qui font des études privées. Les sessions de ce jury devront être aussi courtes que possible, les professeurs d'Université devant pouvoir réserver tout leur temps à leurs propres élèves.

Les articles 4 et 5 peuvent se passer de justification.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

ALP. HARMIGNIE.

Projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Ontwerp van wet tot wijziging der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op de begeving van academische titels en het programma der universiteits-examens.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet dont la teneur suit, sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des articles 13 à 28 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la durée minima des études, sont suspendues pendant trois ans, à partir du jour de la promulgation de la présente loi, pour tous les étudiants ayant terminé leurs études moyennes deux ans au moins avant cette date ou ayant obtenu le certificat mentionné à l'article 2, 1^{er}. La durée du stage officiel fixé par l'article 25 demeure néanmoins obligatoire.

Pendant le même délai, le nombre des sessions ordinaires d'examens et d'épreuves fixé par l'article 30, § 2 de la loi, est porté de deux à trois.

Les femmes qui subiront à la plus prochaine session l'une des épreuves préparatoires prévues par les articles 10 et 12 de la loi sont autorisées à produire devant le jury une attestation de leur

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal uit Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers onderworpen worden :

EERSTE ARTIKEL.

De beschikkingen van artikelen 13 en 28 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891, rakende den minimumduur der studiën, worden drie jaar lang geschorst, te rekenen met den dag der afkondiging van deze wet, voor alle studenten die twee jaar ten minste vóór dien datum hunne middelbare studiën hebben voleindigd of het getuigschrift hebben bekomen vermeld onder artikel 2, 1^{er}. De duur van den officinalen proeftijd door artikel 25 vastgesteld, blijft echter verplicht.

Onder hetzelfde termijn, wordt het aantal gewone zittingen tot het afnemen van examens en proeven, door artikel 30, § 2 der wet vastgesteld, van twee op drie gebracht.

Vrouwen die in de eerstkomende zitting eene der voorbereidende proeven, voorzien onder de artikelen 10 en 12 der wet, zullen onderstaan, mogen bij de jury een attest overleggen van hun lee-

professeur indiquant l'époque où leur préparation moyenne était terminée. Mention en sera faite au certificat d'épreuve préparatoire et, par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi, la durée des études des intéressées se calculera, pour les premiers grades, à partir de cette époque, pour autant que celle-ci soit de deux ans au moins antérieure à la promulgation de la présente loi.

ART. 2.

Les dispositions suivantes sont établies en faveur des jeunes gens qui ont rempli, pendant la guerre, leur devoir envers la Patrie et qui en justifieront par un certificat du Ministre de la Guerre. Un arrêté royal règle les conditions et les formes de cette justification :

1° Dispense leur est accordée des certificats d'études moyennes et des épreuves préparatoires exigés par les articles 5, 9 et 12 de la loi du 10 avril-1890-3 juillet 1891 ;

2° Pendant les trois années prévues à l'article 1^{er}, les facultés des Universités sont autorisées à instituer, pour ces jeunes gens, des sessions supplémentaires d'examens et d'épreuves et à répartir les matières du programme légal comme elles le jugeront utile.

ART. 3.

Pendant la durée de l'application de la présente loi, les récipiendaires inscrits au rôle des étudiants des Universités ou des établissements à jurys spéciaux n'auront pas accès au jury central prévu par l'article 34, § 5 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

raar waaruit het tijdstip blijke waarop hare middelbare vorming voleindigd werd. Hiervan zal melding worden gemaakt op het getuigschrift van de voorbereidende proef en, bij afwijking van de beschikkingen onder artikel 3 der wet, zal voor de eerste graden de duur der studiën van de betrokkenen van op dat tijdstip berekend worden, voor zoverre dit twee jaar ten minste vóór de afkondigiging dezer wet te plaatsen is.

ART. 2.

Volgende beschikkingen worden vastgesteld ten voordeele van de jongelieden die, onder den oorlog, hun plicht jegens het Vaderland, naar getuigschrift van den Minister van Oorlog, hebben gekweten. Voorwaarden en vorm van dit getuigschrift worden door een Koninklijk besluit geregeld :

1° Zij worden vrijgesteld van de getuigschriften van middelbare studiën, en van de voorbereidende proeven voorzien onder de artikelen 5, 9 en 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 ;

2° Gedurende de onder artikel 1 voorziene drie jaar zijn de faculteiten der Universiteiten ertoe gemachtigd, ten behoeve dezer jongelieden bijgevoegde zittingen in te stellen tot het afnemen van examens en proeven, en de leerstoffen van het wettelijke programma te verdeelen naar hun nuttig dunkt.

ART. 3.

Onder den duur der toepassing van deze wet, hebben recipiendi, ingeschreven als student bij de Universiteiten of bij de inrichtingen met bijzondere jury, geen toegang tot de middenjury voorzien onder artikel 34, § 5 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891.

ART. 4.

Les Belges qui ont obtenu en 1913 ou en 1914 le diplôme légal de docteur, de pharmacien, de candidat notaire ou d'ingénieur, sont admis à prendre part, les diplômés de 1913 au premier, ceux de 1914 aux deux premiers concours qui seront organisés, postérieurement à la promulgation de la présente loi, conformément aux dispositions de l'article 53 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

ART. 5.

Les Belges qui ont obtenu en 1913 ou en 1914 le diplôme légal de docteur, de pharmacien ou d'ingénieur, sont admis à prendre part, les diplômés de 1913 au premier, ceux de 1914 aux deux premiers concours qui seront organisés, postérieurement à la promulgation de la présente loi, conformément aux dispositions de l'article 53 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1918.

ART. 4.

De Belgen die in 1913 en in 1914 het wettelijke diploma van geneesheer, apotheker, candidaat-notaris of ingenieur hebben bekomen, worden toegelaten, de gediplomeerden van 1913 tot den eersten wedstrijd, dezen van 1914 tot de twee eerste wedstrijden die, na afkondiging van deze wet, zullen worden ingericht volgens de beschikkingen onder artikel 53 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891.

ART. 5.

De Belgen die in 1913 en in 1914 het wettelijke diploma van geneesheer, apotheker of ingenieur hebben bekomen, worden toegelaten, de gediplomeerden van 1913 tot den eersten wedstrijd, dezen van 1914 tot de twee eerste wedstrijden die, na afkondiging van deze wet, zullen worden ingericht volgens de beschikkingen onder artikel 53 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891.

Gegeven te Brussel, den 18^e December 1918.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALP. HARMIGNIE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1918.

Ontwerp van wet tot wijziging der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891
op de begeving van academische titels en het programma der
universiteits-examens.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Belgische Universiteiten die, onder den oorlog, hunne werkzaamheid hebben geschorst, daar ze, namelijk, geen voordeel wilden geven aan de in het land gebleven jongelieden op de studenten die naar het front waren gegaan, hebben zich beziggehouden met de bijzondere overgangsmaatregelen welke dienen getroffen ten bate van de eenen en de anderen, eenmal den vrede gesloten.

Voor al het belang der jongelieden onder dienst is in het oog te houden, en, hadde de oorlog niet langer dan een of twee jaar geduurd, dan zou de wet zich met hen alleen hebben bezig te houden gehad. De langdurige sluiting der gestichten van hooger onderwijs maakt echter sommige maatregelen noodzakelijk, waar alle studenten zonder onderscheid hun voordeel bij hebben zouden. Het gaat immers niet aan, het den meesten hunner, die in 1914 slechts 13 tot 15 jaar oud waren, euvel te duiden zoo zij niet onder de vaandels staan. Anderdeels dient niet uit het oog verloren dat in sommige beroepen talrijke leemten zijn ontstaan en dat het land er belang bij hebben zal, ze zoo spoedig mogelijk gevuld te zien.

De wijzigingen, door bijgaand ontwerp aan de wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 voorgesteld, zijn van deze beschouwingen het gevolg. De vier Belgische Universiteiten hebben ze, na wederzijdsche toegevingen, goedgekeurd. Wel konden niet alle leden van het academische lichaam der

Universiteit Gent worden geraadpleegd, ten gevolge der gesloten etappe. Dezen echter onder hen, en ze zijn talrijk, die te Brussel verblijven, hebben aangaande de ontworpen beschikkingen een gunstig advies uitgebracht.

Het kwam ongelegen voor, in eene uitzonderingswet de leerprogramma's te gaan wijzigen die, sedert 1890, ons hooger onderwijs ten gronde liggen. Men was echter van meening, het den jongelieden mogelijk te maken, dit onderwijs in korteren tijd te kunnen verwerken dan door de huidige wetgeving wordt geëischt.

Artikel 1 eerbiedigt volkomen het wetenschappelijke stelsel der wet van 1890-1891, maar laat aan de algemeenheid der studenten toe hun eind-diploma spoediger te verwerven : drie jaar lang wordt de wettelijke duur der studiën afgeschaft en eene derde, *gewone* zitting voor het afnemen van examens en proeven wordt jaarlijks ingericht. Er wordt eene bijzondere schikking getroffen voor de vrouwen die door eene stipte toepassing van artikel 3 der wet belet werden, den verloren tijd in te winnen, zelfs bij schorsing der beschikkingen vervat onder de artikelen 13 tot 28.

Artikel 2 omvat al de beschikkingen ten voordeele der jongelieden die tegenover het Vaderland hun plicht hebben gekweten. Behalve de vrijstelling van den duur der studiën, bij toepassing van artikel 1 : vrijstelling van getuigschriften van middelbare studiën en van voorbereidende proeven; vrije toegang tot de *toegevoegde* zittingen voor het afnemen van examens en proeven, door de faculteiten volgens behoefte ingesteld, en verdeling der programmatische leerstoffen naar het believen van deze faculteiten. In feite komt het stelsel neêr op het volgende : als blijk van bijzondere bezorgdheid voor de jongelieden die voor het Vaderland hebben geleden, zullen de professoren geen tweede onderricht *ex cathedra* geven, maar deze studenten vereenigen in het noodige getal seminaria, waar zij, naast en als gevolg van geregelde lessen, ingewijd zullen worden in de werkmethodes en persoonlijke opzoekingen, waar hun zekere herhalingen zullen worden gegeven, waar zij zullen worden onderworpen aan talrijke ondervragingen. Aldus geleid en weêr gewend aan wetenschappelijke arbeid, kunnen deze jongelieden in betrekkelijk-korten tijd de noodige kennis opdoen om zich met goed gevolg aan te melden bij deze of gene *bijzondere* bijzitting tot het afnemen van examens over leerstoffen vastgesteld volgens het regiem der seminaria waaraan de recipiendi hebben gestudeerd.

Het recht tot het instellen van toegevoegde zittingen strekt zich niet uit tot de inrichtingen met bijzondere jury's, omdat het grondbeginsel, dat de door de Regeering ingestelde jury's om de helft uit professoren van het door den Staat bestuurde onderwijs moeten bestaan, *onaangetast moet blijven*. Nu ware het practisch onmogelijk, de Staatsprofessoren deel te doen nemen aan drie jaarlijksche zittingen in bedoelde inrichtingen onder de drie jaar van het voorloopig regiem. De leerlingen dezer inrichtingen, die uitsluitend tot de candidatuur in de wijsbegeerte en letteren en tot deze

in de natuurlijke wetenschappen behooren, en die dus onder regiem der wet van 1890-1891 slechts twee jaar studiën hebben te doen, vinden trouwens bij de instelling van de derde gewone examenszitting, gelegenheid tot het inwinnen van een jaar.

Artikel 3 stelt zich tot doel, het overliden der middenjury te voorkomen door er alleen studenten bij toe te laten die privaastudiën doen. De zittingen dezer jury zullen dienen zoo kort mogelijk te zijn, daar de Universiteits-professoren al hun tijd aan de eigen leerlingen moeten kunnen besteden.

Artikelen 4 en 5 kunnen buiten rechtvaardiging.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

ALP. HARMIGNIE.

Projet de loi autorisant certaines dérogations à la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Ontwerp van wet tot wijziging der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op de begeving van academische titels en het programma der universiteitsexamens.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet dont la teneur suit, sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions des articles 13 à 28 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la durée minima des études, sont suspendues pendant trois ans, à partir du jour de la promulgation de la présente loi, pour tous les étudiants ayant terminé leurs études moyennes deux ans au moins avant cette date ou ayant obtenu le certificat mentionné à l'article 2, 1^{er}. La durée du stage officiel fixé par l'article 25 demeure néanmoins obligatoire.

Pendant le même délai, le nombre des sessions ordinaires d'examens et d'épreuves fixé par l'article 30, § 2 de la loi, est porté de deux à trois.

Les femmes qui subiront à la plus prochaine session l'une des épreuves préparatoires prévues par les articles 10 et 12 de la loi sont autorisées à produire devant le jury une attestation de leur

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal uit Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers onderworpen worden :

EERSTE ARTIKEL.

De beschikkingen van artikelen 13 en 28 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891, rakende den minimumduur der studiën, worden drie jaar lang geschorst, te rekenen met den dag der afkondiging van deze wet, voor alle studenten die twee jaar ten minste vóór dien datum hunne middelbare studiën hebben voleindigd of het getuigschrift hebben bekomen vermeld onder artikel 2, 1^{er}. De duur van den officinalen proeftijd door artikel 25 vastgesteld, blijft echter verplicht.

Onder hetzelfde termijn, wordt het aantal gewone zittingen tot het afnemen van examens en proeven, door artikel 30, § 2, der wet vastgesteld, van twee op drie gebracht.

Vrouwen die in de eerstkomende zitting eene der voorbereidende proeven, voorzien onder de artikelen 10 en 12 der wet, zullen onderstaan, mogen bij de jury een attest overleggen van hun lee-

professeur indiquant l'époque où leur préparation moyenne était terminée. Mention en sera faite au certificat d'épreuve préparatoire et, par dérogation aux dispositions de l'article 3 de la loi, la durée des études des intéressées se calculera, pour les premiers grades, à partir de cette époque, pour autant que celle-ci soit de deux ans au moins antérieure à la promulgation de la présente loi.

ART. 2.

Les dispositions suivantes sont établies en faveur des jeunes gens qui ont rempli, pendant la guerre, leur devoir envers la Patrie et qui en justifieront par un certificat du Ministre de la Guerre. Un arrêté royal règle les conditions et les formes de cette justification :

1^o Dispense leur est accordée des certificats d'études moyennes et des épreuves préparatoires exigés par les articles 5, 11 et 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891;

2^o Pendant les trois années prévues à l'article 1^{er}, les facultés des Universités sont autorisées à instituer, pour ces jeunes gens, des sessions supplémentaires d'examens et d'épreuves et à répartir les matières du programme légal comme elles le jugeront utile.

ART. 3.

Pendant la durée de l'application de la présente loi, les récipiendaires inscrits au rôle des étudiants des Universités ou des établissements à jurys spéciaux n'auront pas accès au jury central prévu par l'article 34, § 5 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

raar waaruit het tijdstip blijke waarop hare middelbare vorming voleindigd werd. Hiervan zal melding worden gemaakt op het getuigschrift van de voorbereidende proef en, bij afwijking van de beschikkingen onder artikel 3 der wet, zal voor de eerste graden de duur der studiën van de betrokkenen van op dat tijdstip berekend worden, voor zoverre dit twee jaar ten minste vóór de afkondigiging dezer wet te plaatsen is.

ART. 2.

Volgende beschikkingen worden vastgesteld ten voordeele van de jongelieden die, onder den oorlog, hun plicht jegens het Vaderland, naar getuigschrift van den Minister van Oorlog, hebben gekweten. Voorwaarden en vorm van dit getuigschrift worden door een Koninklijk besluit geregeld :

1^o Zij worden vrijgesteld van de getuigschriften van middelbare studiën, en van de voorbereidende proeven voorzien onder de artikelen 5, 9 en 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891;

2^o Gedurende de onder artikel 1 voorziene drie jaar zijn de faculteiten der Universiteiten ertoe gemachtigd, ten behoeve dezer jongelieden bijgevoegde zittingen in te stellen tot het afnemen van examens en proeven, en de leerstoffen van het wettelijke programma te verdeelen naar hun nuttig dunkt.

ART. 3.

Onder den duur der toepassing van deze wet, hebben recipiendi, ingeschreven als student bij de Universiteiten of bij de inrichtingen met bijzondere jury, geen toegang tot de middenjury voorzien onder artikel 34, § 5 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891.

ART. 4.

Les Belges qui ont obtenu en 1913 ou en 1914 le diplôme légal de docteur, de pharmacien, de candidat notaire ou d'ingénieur, sont admis à prendre part, les diplômés de 1913 au premier, ceux de 1914 aux deux premiers concours qui seront organisés, postérieurement à la promulgation de la présente loi, conformément aux dispositions de l'article 53 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

ART. 5.

Les Belges qui ont obtenu en 1913 ou en 1914 le diplôme légal de docteur, de pharmacien ou d'ingénieur, sont admis à prendre part, les diplômés de 1913 au premier, ceux de 1914 aux deux premiers concours qui seront organisés, postérieurement à la promulgation de la présente loi, conformément aux dispositions de l'article 53 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1918.

ART. 4.

De Belgen die in 1913 en in 1914 het wettelijke diploma van geneesheer, apotheker, candidaat-notaris of ingenieur hebben bekomen, worden toegelaten, de gediplomeerden van 1913 tot den eersten wedstrijd, dezen van 1914 tot de twee eerste wedstrijden die, na afkondiging van deze wet, zullen worden ingericht volgens de beschikkingen onder artikel 53 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891.

ART. 5.

De Belgen die in 1913 en in 1914 het wettelijke diploma van geneesheer, apotheker of ingenieur hebben bekomen, worden toegelaten, de gediplomeerden van 1913 tot den eersten wedstrijd, dezen van 1914 tot de twee eerste wedstrijden die, na afkondiging van deze wet, zullen worden ingericht volgens de beschikkingen onder artikel 53 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891.

Gegeven te Brussel, den 18ⁿ December 1918.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

ALP. HARMIGNIE.

